



Adaptation au changement climatique :
la démarche pionnière de CARE France



TABLE DES MATIÈRES

•	À propos de ce rapport	3
•	Résumé	4
•	La thématique Climat au sein de CARE France, une démarche pionnière et une intégration progressive	5
	La réduction des risques de catastrophes, une porte d'entrée conciliant enjeux humanitaires et de développement	5
	L'adaptation chez CARE France, un axe stratégique d'intervention en incubation	7
	L'adaptation au sein de CARE France en 2016, des faits et des chiffres	8
•	L'adaptation, une approche harmonisée au niveau global mais déclinée localement	11
	Un cadre conceptuel et normatif comme gage de qualité	11
	Une lecture climat des actions de développement	13
	Des outils pour l'intégration du climat dans le cycle de projet	17
	Un dispositif d'accompagnement, de contrôle et de transmission des connaissances	19
	Climat et plaidoyer, un co-bénéfice	21
•	À retenir...	23
	Un univers Climat en construction au sein de CARE France	23
	Les grandes évolutions à poursuivre	26
•	Liste des acronymes	29

À PROPOS DE CE RAPPORT

Défini comme axe prioritaire de travail par le réseau CARE International, le changement climatique a fait l'objet d'une attention particulière depuis 5 ans. CARE France a ainsi mené sur cette période une trentaine de projets liés à l'adaptation au changement climatique sur 18 pays.

Cette approche de l'adaptation comme enjeu transversal des projets de développement a induit des actions très variées, à la fois en ce qui concerne l'étape du cycle de projet d'adaptation : (i) diagnostic initial et concertation, (ii) planification, (iii) mise en place de solutions pilotes d'adaptation, (iv) passage à l'échelle des meilleures pratiques sur le secteur concerné (agriculture, *empowerment* des femmes, appui aux activités génératrices de revenus...).

Signe de la montée en puissance progressive du sujet au sein de l'organisation, une stratégie spécifique a été publiée pour la période 2014-2016 couvrant des objectifs programmatiques mais aussi de sensibilisation du grand public et d'influence des décideurs politiques.

Afin de mettre en exergue l'approche spécifique de l'ONG sur l'adaptation et ses résultats sur le terrain, mais aussi pour continuer d'améliorer ses pratiques en matière d'adaptation, CARE France a souhaité disposer d'un document synthétique de capitalisation. Une équipe de consultants a été mobilisée pour développer le présent rapport, ayant pour objectifs :

- de communiquer les résultats acquis par l'ONG sur l'adaptation (quantitatifs et qualitatifs, sur la base des indicateurs de résultats disponibles) depuis ces cinq dernières années ;
- de documenter, à l'aide d'exemples concrets et de témoignages, les spécificités et la plus-value de l'approche déployée par CARE France sur l'adaptation ;
- de dégager, de façon synthétique, les principales leçons apprises pour un déploiement réussi d'un projet d'adaptation, selon l'expérience des chefs de projets CARE,
- enfin, de proposer des pistes d'action possibles pour contribuer à une intégration plus forte des enjeux d'adaptation dans le portefeuille de projets CARE France.

Ce rapport a été réalisé entre novembre 2016 et janvier 2017 par Vanessa Laubin et Olivier Munos ; il repose sur une revue approfondie de la littérature et des publications mises à disposition par CARE France et une dizaine d'entretiens avec des membres de l'équipe CARE France et des responsables de projets dans plusieurs bureaux-pays¹.

La réalisation de ce rapport n'aurait pas été possible sans le support du Groupe AXA.



¹ Merci à Tayeb Ali Pramanik, technical manager agriculture Bangladesh - Olivier Braunsteffer, ex-responsable programmes CARE France, aujourd'hui Fondation Ensemble - Guillaume Devars, responsable de programmes CARE France - Fanny Petitbon, responsable plaidoyer CARE France - Aurélie Ceinos, responsable climat CARE France - Andres Cordova, responsable projet Equateur - Nouroudine Pereira, responsable projet Niger - Samuel Londo, responsable projet Cameroun - Hervé Bonino, responsable du pôle Afrique / Ouest et Centrale - Alexandre Morel, directeur des programmes CARE France - Philippe Lévêque, directeur général CARE France.

RÉSUMÉ

L'enjeu d'adaptation au changement climatique est devenu central à mesure que la certitude des impacts devenait de plus en plus affirmée. La prise en compte croissante de l'adaptation dans les rapports successifs du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) depuis 1990 le démontre. Ainsi, dans le dernier rapport du GIEC (2014), une partie entière est consacrée à l'adaptation comportant 4 chapitres et 12 nouveaux termes en lien avec l'adaptation font leur apparition dans le glossaire. D'un point de vue opérationnel, plusieurs organisations dont CARE ont aussi développé des approches pour tenter de mieux répondre et se préparer aux impacts actuels et futurs du changement climatique. Il s'agit ainsi d'appuyer la prise de décision (des individus, des communautés, des pouvoirs publics) pour déployer des stratégies d'adaptation efficaces et durables, répondant dans le même temps aux besoins fondamentaux en matière de développement.

Depuis presque 10 ans, CARE France s'est engagée progressivement mais résolument vers une intégration forte des enjeux d'adaptation dans ses interventions à travers le monde puisque aujourd'hui 2 projets sur 10 concernent l'adaptation. Multiforme et touchant plusieurs secteurs « classiques » du développement, la thématique adaptation tend ainsi à devenir transversale, grâce à des actions de renforcement des capacités et de sensibilisation des équipes siège et terrain, faisant de CARE France l'une des rares ONG françaises à développer et appliquer des méthodes d'intégration de la thématique. CARE France a par exemple développé un marqueur climat/réduction des risques pour mesurer l'ensemble ces progrès sur la question. L'organisation met aussi à profit son expertise acquise sur le terrain et les outils et cadres d'analyse développés pour faire évoluer les pratiques des organisations paires et des acteurs de la coopération en animant des formations (pour les ONG ou les étudiants) et organisant des ateliers de réflexion régulièrement. L'outil d'analyse des vulnérabilités et des capacités d'adaptation CARE (CVCA) a ainsi été partagé et expliqué avec un grand nombre d'acteurs du développement. C'est en particulier le programme transversal *Where the Rain Falls* mêlant activités terrain et financement d'activités de renforcement des compétences internes et externes qui a permis cette évolution interne.

Cependant, les approches et les modes opératoires pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer les projets d'adaptation continuent d'évoluer et de s'améliorer. Pour CARE, les défis restent donc importants pour parvenir à la fois à intégrer l'adaptation dans l'ensemble des projets – de manière plus ou moins forte en fonction du niveau de risque – et trouver les moyens techniques et financiers de continuer à progresser et innover. Dans un même temps, il s'agit aussi de démontrer l'impact des projets mis en œuvre. Plusieurs pistes sont évoquées dans ce rapport pour aller plus loin : travailler sur la meilleure prise en compte des modèles d'adaptation basée sur les écosystèmes et sur l'échelon territorial ou encore investir dans des évaluations d'impact plus poussées.

De plus, dans un réseau aussi large que celui de CARE, faire remonter les apprentissages de l'ensemble des terrains d'intervention et s'assurer de leur partage interne et externe restent des enjeux majeurs. Nommer des points focaux sur la thématique climat dans l'ensemble des pays de mise en œuvre, favoriser les échanges de pratiques pour les équipes projets sur le terrain (ateliers et/ou communautés de pratiques) ou encore inclure plus systématiquement dans les budgets des lignes pour la capitalisation sont autant de solutions à explorer.



LA THÉMATIQUE CLIMAT

AU SEIN DE CARE FRANCE, UNE DÉMARCHE PIONNIÈRE ET UNE INTÉGRATION PROGRESSIVE

La réduction des risques de catastrophes, une porte d'entrée conciliant enjeux humanitaires et de développement

→ Une dynamique initiée et motivée par des acteurs de terrain du réseau CARE International

Le mandat historique de CARE est l'intervention humanitaire dans les situations de crise. Cela inclut l'intervention dans les contextes de catastrophes naturelles, conséquences directes des aléas climatiques. Les pays du réseau CARE International plus particulièrement confrontés et impactés par la récurrence des aléas climatiques ont contribué à l'intégration des questions de changement climatique dans les interventions de terrain et à l'émergence d'une thématique climat, en tant que telle. Parmi les éléments les plus marquants, sont à noter :

- Le rôle précurseur de CARE Bangladesh qui a mis en place dès 2002 le premier projet de réduction des vulnérabilités liées au changement climatique sur financement de la coopération canadienne. Une approche intégrée dite « *Reducing Vulnerability to Climate Change (RVCC)* » est alors développée et documentée¹ ; elle repose sur plusieurs piliers :
 - › (i) la sensibilisation des populations (publications, programme scolaire, etc.) ;
 - › (ii) l'action concrète à deux échelons d'intervention à savoir, d'une part, les ménages (semences résistantes aux inondations, introduction de foyers améliorés mobiles, jardins flottants, etc.) avec comme finalité l'amélioration des conditions de vie des populations et, d'autre part, les interventions à l'échelle de la communauté de façon à mieux planifier et mettre en œuvre des mesures permettant de réduire les vulnérabilités ;
 - › (iii) le plaidoyer, centré sur les difficultés croissantes de l'accès à l'eau potable dans la région, de façon à influencer les politiques publiques au niveau national.

Les enseignements de ce projet ont sans aucun doute contribué à l'émergence du cadre pour l'adaptation à base communautaire de CARE International (CBA²).

- Le rôle important de CARE Madagascar, particulièrement pour le réseau francophone de CARE, qui s'est impliquée dès 2002 dans la réduction des risques de catastrophes liées aux aléas climatiques et qui a pu constater l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des impacts de tels événements. CARE

1 Source : Chowhan G. et al, *The Reducing Vulnerability to Climate Change (RVCC) Project : Reflecting on Lessons Learned*, 2005
www.carebangladesh.org/publication/Publication_5261518.pdf

2 <http://careclimatechange.org/publications/acra-planning-uncertain-future/>

Madagascar a ainsi acquis un savoir-faire majeur, basé sur l'expérience, qui est en mesure de contribuer aux apprentissages sur l'adaptation au changement climatique. CARE Madagascar reste d'ailleurs à ce jour le pays concentrant le plus de financements affectés à des projets contribuant à la lutte contre les changements climatiques¹ dans le portefeuille de CARE France.

→ Un financement structurant de DANIDA pour concrétiser les intentions

L'influence de CARE Danemark, très impliquée sur le climat en amont de la COP15 (Copenhague - 2009) et sous l'impulsion du bailleur public DANIDA, alors très moteur, a permis de consolider ces expériences pilotes. À cette époque, CARE Danemark a pris la main au niveau du réseau CARE pour créer un centre d'expertise climat, qui deviendra PECCN : *Poverty, Environment, and Climate Change Network* et assurera par la suite la genèse de toute la « théorie » climat de CARE à l'échelle du réseau (voir encadré).

La volonté d'investiguer et d'approfondir la thématique Climat s'explique également par l'émergence de la finance carbone qui offrait, avec un prix de carbone rémunérateur, des perspectives intéressantes pour les projets d'atténuation. À ce titre, PECCN a, par exemple, organisé en 2008 un atelier sur des exemples de projets d'adaptation, mais aussi d'atténuation, présentant le cas particulier des initiatives sur les foyers améliorés et la finance carbone.

LE RÉSEAU DE CONSOLIDATION DES APPROCHES SUR L'ADAPTATION EXPÉRIMENTÉES SUR LE TERRAIN PECCN, centre d'expertise pour la diffusion de l'approche adaptation de CARE

PECCN est une équipe composée en 2016 de 6 experts, dont deux ayant une vocation régionale (Asie et Afrique). Il se veut à la fois :

- Laboratoire d'approches sur le climat, ayant un lien fort avec des programmes transversaux mis en place par les bureaux CARE, comme Africa Learning Programme¹ (Ghana, Kenya, Mozambique, Niger). Les pratiques ayant démontré leur impact sont alors diffusées et adoptées à plus large échelle.
- Centre de production de la majorité des publications et outils de CARE sur l'adaptation, à partir des remontées d'expériences du terrain. En 7 ans

d'existence, PECCN a piloté ou contribué à plus de 80 publications (guides méthodologiques, documents de positionnement, rapports de capitalisation, etc.).

- Garant de la cohérence du plaidoyer international de CARE sur le climat, en particulier dans les négociations sous l'égide de la CCNUCC.
- Organisateur du partage des connaissances au sein du réseau, notamment via l'organisation d'ateliers régionaux sur l'adaptation (environ un par an).
- Et fournisseur d'appui-conseil auprès des bureaux-pays dans la mise en œuvre des projets d'adaptation.

¹ <http://careclimatechange.org/our-work/alp/>

¹ Projets marqués 3, 2b et 2a selon le Climate Change/DRR Marker ; en 2015, la totalité des financements pour des projets CARE Madagascar étaient notés 3 et 2b.

→ De la prise de conscience aux premières interventions Climat - 2007/2010

CARE France s'est intéressée dès 2007 au changement climatique. À cette période, la présidente de l'association s'inquiète de la multiplication des catastrophes naturelles d'origine climatique² et du manque de préparation pour répondre à l'urgence dans les pays les plus touchés. Philippe Lévêque, directeur général, va même plus loin en estimant que la variabilité climatique croissante pesant en particulier sur l'agriculture nécessite de « *désapprendre aux gens ce qu'on leur a appris depuis 20 ans* » : certaines pratiques agricoles ou certains types de semences, encore efficaces hier, ne le seront plus demain.

Ces constats incitent alors les équipes à se mobiliser pour tester et développer des *modus operandi* pour lutter contre les changements climatiques. En parallèle, l'influence et la conviction d'acteurs précurseurs ont permis de faire progresser la sensibilisation en interne chez CARE France et dans les pays d'intervention.

Le directeur des programmes CARE France de 2005 à 2011 sera ainsi le premier chez CARE France à monter un projet étiqueté climat. C'est également à cette époque que CARE France rejoint la commission Climat et Développement de Coordination SUD, alors naissante.

À cette période, CARE France considère aussi bien l'atténuation (foyers améliorés, habitat/énergie), que l'adaptation (en finançant en particulier la traduction du Guide CVCA³ en français) dans ces projets. Mais rapidement, une orientation forte est prise pour l'adaptation. L'atténuation est alors vue comme un objectif souhaitable mais secondaire « *dès lors [que les projets] ont des avantages économiques, environnementaux, et sociaux pour les populations les plus vulnérables*⁴ ». Cette tendance est d'ailleurs observée dans tout le réseau CARE. Des messages de plaidoyer sont cependant portés par les équipes CARE pour s'assurer que les pays développés réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre. En effet, sans réduction, l'efficacité des activités d'adaptation sera remise en cause.

→ L'élément déclencheur, le programme *Where the Rain Falls* – 2011/2016

Une opportunité de financement s'est présentée avec un appel à projets sur les risques incluant les risques environnementaux lancé par la compagnie d'assurances AXA. Formulé par les experts de PECCN, le programme de recherche action *Where The Rain Falls* a été sélectionné et est mis en place par CARE France depuis 2011. Ce premier programme climat d'envergure déployé sur 8 pays a été, à l'instar de PECCN pour le réseau CARE, le levier d'investissement et l'initiateur d'une « culture climat » au sein de CARE France. Il a été déployé en plusieurs temps :

- une première phase de recherche (2011-2012) qui a démontré le lien entre la variabilité de la pluviométrie, la sécurité alimentaire et les déplacements de populations ;
- une seconde phase (2013-2014) qui a permis la mise en place de solutions pilotes d'adaptation dans 47 villages dont la plupart ont été impliqués dans la phase 1 ;
- une troisième phase, en cours de finalisation, qui soutient le développement, dans 3 pays (Inde, Thaïlande et Bangladesh), de solutions d'adaptation définies dans des plans d'adaptation à base communautaire.

Le budget total de ces trois phases, incluant activités de recherche et actions de terrain, atteint 4,4 millions d'euros⁵ (2011-2016). Les ressources dédiées à la structuration de la thématique d'adaptation en sus des ressources nécessaires aux activités de recherche et activités de terrain ont permis l'embauche de salariés permanents à même de faire vivre et progresser les connaissances et les pratiques au sein de CARE France et des pays d'intervention.

Ce financement, complété plus modestement par les ressources mobilisées pour le projet d'appui à la mobilisation des ONG sur le climat (PAMOC2) dans le cadre des activités de la commission Climat et Développement de Coordination SUD, a également participé à l'émergence d'un plaidoyer climat. Le plaidoyer est particulièrement concentré sur les enjeux liés à l'adaptation, à l'agriculture, aux pertes et dommages, aux droits humains et au genre.

2 Rapport d'activités 2007, CARE France.

3 *Climate Vulnerability and Capacity Analysis*, méthodologie de diagnostic des vulnérabilités et capacités d'adaptation au niveau communautaire.

4 Rapport d'activités 2012, CARE France.

5 Dont 3,6M€ par AXA, 0,6M€ par la fondation John D et Catherine T. Mac Arthur et 0,2M€ par la fondation du Prince Albert II de Monaco.

→ Des interventions sur l'adaptation polymorphes

Outre la diversité géographique (13 pays), les interventions de CARE France sur l'adaptation ont des objectifs et des formes d'interventions extrêmement variés, ce qui rend les comparaisons difficiles lorsqu'il s'agit d'estimer et de consolider des éléments quantitatifs (ex : nombre de bénéficiaires global). Pour mieux refléter cette diversité, les pages suivantes présentent quelques exemples tirés du portefeuille de projets CARE France sur l'adaptation en 2015-2016 !

QUELQUES CHIFFRES

→ Environ **1/4** des financements 2016 de CARE France ont été affectés à des projets contribuant à la lutte contre les impacts des changements climatiques.

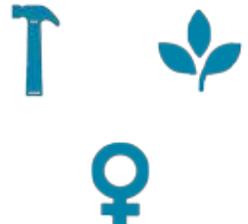
→ En 2016, ce sont **25** interventions dans 13 pays, soit environ 2 projets sur 10 du portefeuille de projets CARE France.



© CARE

Les projets sont présentés de façon sommaire ; les pictogrammes dont la légende est détaillée sous la liste de projets visent à identifier les composantes majeures/prioritaires de chaque projet, étant entendu qu'il ne s'agit pas d'être exhaustif.

Par exemple, en tant qu'enjeu transversal de CARE France, l'équité de genre et l'*empowerment* des femmes se retrouvent dans presque tous les projets ; néanmoins, la thématique ne concerne pas systématiquement la majorité des activités des projets.

Amérique Latine	<p>Réduction des risques de sécheresse en Amérique centrale (Salvador, Honduras, Guatemala, Nicaragua) – 2014-2016</p> <ul style="list-style-type: none"> → Adaptation basée sur la planification et la gestion des risques à base communautaire → Mise en place d'un système d'alerte précoce → Plaidoyer au niveau national pour l'adoption de normes nationales en matière de gestion des risques de sècheresses 	
	<p>Adaptation des populations andines par la conservation et la restauration des pâramos (prairies andines tropicales) dans le canton de Pedro Moncayo (Équateur) – 2016-2019</p> <ul style="list-style-type: none"> → Adaptation basée sur les écosystèmes → Gestion par les autorités locales → Création d'un fonds de soutien aux activités de conservation 	
	<p>Adaptation du secteur agricole et de l'élevage dans les zones d'extrême sécheresse de la Province de Camagüey (Cuba) – 2011-2015</p> <ul style="list-style-type: none"> → Réalisation de diagnostics des vulnérabilités et des capacités d'adaptation des coopératives agricoles → Introduction de pratiques adaptées pour l'élevage 	
Afrique	<p>Renforcement de la résilience des ménages très vulnérables dans la région du lac Tchad (Tchad) – 2016-2017</p> <ul style="list-style-type: none"> → Renforcement des capacités d'adaptation par l'accroissement des capacités productives des familles 	
	<p>RésoFemmes : résilience et résistance socio-économique des femmes face aux aléas climatiques (Cameroun) – 2014-2016</p> <ul style="list-style-type: none"> → Mise en place de systèmes d'alerte précoce → Planification de l'adaptation à base communautaire → Promotion des groupements d'associations villageoises d'épargne et de crédit 	
	<p>GARIC : adaptation des pratiques agricoles face aux dérèglements climatiques (Niger) – 2014-2017</p> <ul style="list-style-type: none"> → Mise en place de systèmes d'alerte précoce → Planification de l'adaptation à base communautaire et de la gestion des risques de catastrophes → Amélioration de la productivité agricole à travers l'introduction de semences et de pratiques climato-compatibles → Promotion des groupements d'associations villageoises d'épargne et de crédit 	

Légende



Des projets orientés recherche...



... ou amélioration des politiques publiques (locales ou nationales).



... mise en œuvre sur le terrain...

<p>Where the Rain Falls Phase II (Composante Bangladesh) Programme d'adaptation à base communautaire – 2014-2016</p> <ul style="list-style-type: none"> → Diversification et adaptation des pratiques agricoles → Mise en place de plans d'adaptation à base communautaire → Plaidoyer au niveau national 	
<p>Where the Rain Falls Phase II (Composante Thaïlande) Adaptation au changement climatique dans les provinces de Chiang Mai et Nan – 2014-2016</p> <ul style="list-style-type: none"> → Amélioration des systèmes de gestion de l'eau et de l'irrigation en particulier → Formations sur l'agriculture adaptée au changement climatique → Accompagnement des autorités locales pour une meilleure intégration de l'adaptation dans leur planification locale du développement 	
<p>Where the Rain Falls Phase II (Composante Inde) Adaptation au changement climatique dans l'État de Chhattisgarh 2014-2017</p> <ul style="list-style-type: none"> → Soutien des groupes marginalisés (femmes Adivasi) pour renforcer leurs capacités d'adaptation → Création d'un comité de gestion communautaire de l'eau → Formations sur l'agriculture adaptée au changement climatique 	
<p>Réduction des risques de catastrophes liées au changement climatique (Indonésie) – 2011-2015</p> <ul style="list-style-type: none"> → Renforcement de la résilience face aux aléas climatiques (techniques agricoles) → Mise en place de plans locaux de réduction des risques de catastrophes 	
<p>Préservation du parc de Masoala et soutien aux populations locales (Madagascar) – 2012-2015</p> <ul style="list-style-type: none"> → Préservation des services écosystémiques des forêts pluviales montagneuses → Amélioration de la productivité agricole → Sensibilisation et éducation environnementale 	
<p>Renforcement des capacités de stratégie en réduction des risques de catastrophes dans la région de Sava (Madagascar) – 2014-2015</p> <ul style="list-style-type: none"> → Renforcement des capacités de réponses face à des catastrophes naturelles liées à des aléas climatiques → Formation et accompagnement des structures de santé pour améliorer les capacités de gestion de l'urgence → Capitalisation et échanges d'expériences avec les autorités nationales 	



Des secteurs prioritaires d'intervention autour de l'agriculture / la sécurité alimentaire...



... de l'empowerment des femmes...



... de la réduction des risques de catastrophes...



... et de la gestion des ressources naturelles et des écosystèmes.



Niger : Analyse de vulnérabilité / CARE © Johanna Mitscherlich

L'ADAPTATION

UNE APPROCHE HARMONISÉE AU NIVEAU GLOBAL MAIS DÉCLINÉE LOCALEMENT

Un cadre conceptuel et normatif comme gage de qualité

L'ensemble des projets d'adaptation menés par CARE France suivent une approche dite « à base communautaire ». Celle-ci s'articule autour de 4 composantes d'intervention qui peuvent être considérées individuellement ou collectivement dans les actions conduites :

- renforcement des capacités d'adaptation et d'organisation locale,
- réduction des risques de catastrophes,
- développement / mise à disposition de moyens de subsistance résilients,
- réduction des causes sous-jacentes de vulnérabilités.

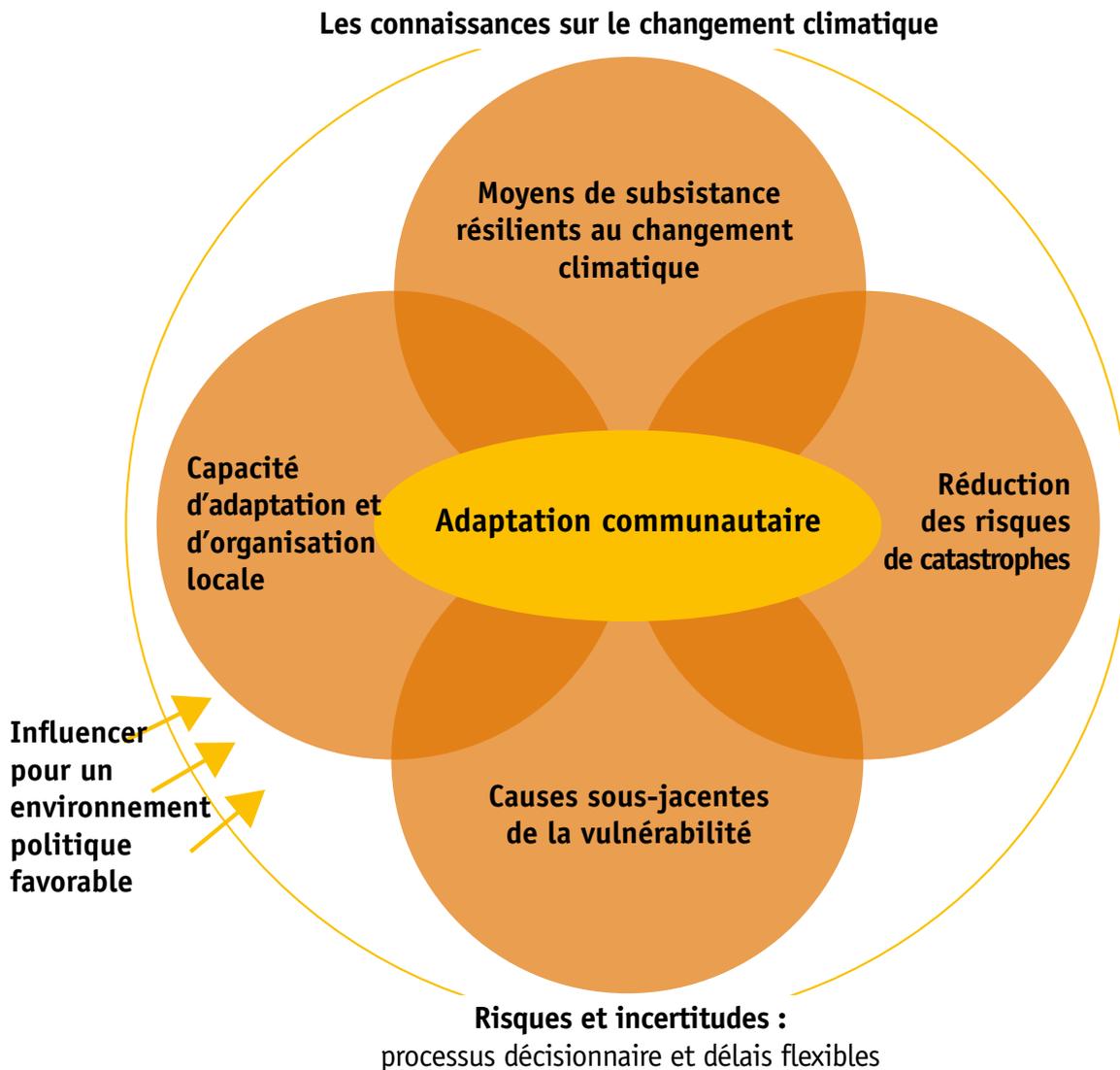
L'approche inclut également des interventions extra-communautaires, plus transverses et complémentaires aux 4 composantes d'intervention :

- l'amélioration des connaissances sur le changement climatique,
- l'amélioration et la « flexibilisation » des processus décisionnels,
- et enfin, le plaidoyer et l'influence sur les politiques publiques (à plusieurs échelles) pour favoriser l'émergence d'environnements favorables au développement résilient.

L'approche d'adaptation à base communautaire a été notamment capitalisée par le programme de recherche action *Africa Climate Change Resilience Alliance (ACCRA)*¹, mené en consortium avec Oxfam GB, Overseas Development Institute (ODI), Save the Children International, CARE International et World Vision International. Ce programme pionnier lancé en 2009 en Éthiopie, Ouganda et Mozambique, avait pour objectif de comprendre comment les actions de développement pouvaient contribuer à l'adaptation. Il a à la fois permis de diffuser les apprentissages de CARE sur l'adaptation auprès d'autres ONG et contribué à consolider le cadre conceptuel et normatif de l'adaptation de CARE. C'est en particulier le cas pour la définition des composantes de l'adaptation à base communautaire (figure ci-contre) et pour la définition d'un cadre d'analyse des capacités locales d'adaptation².

¹ Voir en particulier Levine et al., *Rethinking Support for Adaptive Capacity to climate Change*, ODI, 2011 (<http://www.careclimatechange.org/files/reports/ACCRA-Rethinking-Support-Report.pdf>).
² ODI, dans le cadre des travaux d'ACCRA, recense cinq caractéristiques principales pour les capacités d'adaptation :
 - Les atouts de base : la disponibilité d'atouts dans une communauté permettant au système de s'adapter à des conditions qui évoluent.
 - Les institutions et les droits : existence d'un environnement institutionnel approprié et capable d'évolution permettant un accès juste aux

Les composantes de l'adaptation à base communautaire (CARE International)



atouts de base.

- La connaissance et l'information : le système a la capacité de collecter, d'analyser et de diffuser la connaissance et l'information afin de soutenir les actions d'adaptation.
- L'innovation : le système crée un environnement favorable à l'innovation, à l'expérimentation et à l'exploration de nouvelles opportunités.
- Une gouvernance et un processus de prise de décision flexible et bénéficiant d'une vision de long-terme : le système est capable d'anticiper, d'intégrer et de répondre aux changements en adaptant la structure de sa gouvernance et de son mode de planification.

L'approche d'adaptation à base communautaire permet de porter un regard différencié et novateur sur les problématiques de développement en liant et expliquant plus finement les interactions entre le changement climatique et les vulnérabilités sous-jacentes observées au niveau communautaire. Ainsi, CARE France s'est appliquée à réinterroger ses *modus operandi* dans les secteurs du post-urgence et du développement en intégrant progressivement l'adaptation comme variable et champ d'analyse et en déployant des solutions à travers des stratégies dites « sans regret »¹.

→ La réduction des risques de catastrophes (RRC/DRR)

Cette thématique est essentiellement traitée et explicitée dans les projets d'adaptation à travers trois piliers :

- Préparation : la planification sur la base de processus participatifs communautaires,
- Prévention : la restauration et la conservation des écosystèmes constituant des « réservoirs de résilience » lors des aléas climatiques et
- Mitigation : l'instauration de systèmes d'alerte précoce (à plusieurs échelles territoriales). Plusieurs projets ont ainsi été menés à Madagascar, au Vietnam, en Amérique centrale ou encore en Indonésie.

La prise en compte des enjeux climatiques associée à une méthode normalisée (CVCA) d'analyse des territoires et vulnérabilités associées apporte plus de pertinence dans les solutions proposées dans la réduction des risques de catastrophes.

LES SYSTÈMES COMMUNAUTAIRES D'ALERTE PRÉCOCE AU SEIN DU PROJET RÉSOFEMMES, CAMEROUN

Le Cameroun : pays vulnérable aux changements climatiques

Le Cameroun présente un degré de vulnérabilité assez élevé aux risques climatiques (épisodes chroniques de sécheresses et d'inondations) qui participent à la dégradation du cadre de vie des populations.

Les systèmes d'alerte : solutions pour réduire la vulnérabilité

Le projet RésoFemmes a donc cherché à améliorer l'anticipation locale des crises et la réactivité des communautés à travers la mise en place de Systèmes Communautaires d'Alertes Précoces (SCAP) en lien avec les plans de contingences décentralisés.

Le projet a ainsi accompagné la mise en place de 3 SCAP portés par les communes partenaires à travers des commissions communales, au cours desquelles des actions/décisions de prévention des crises sont définies. Ces systèmes ont été déclinés au niveau des 15 communautés accompagnées sous forme de systèmes communautaires d'alerte précoce, plans de

contingence et d'adaptation au changement climatique à base communautaire, soutenus par des animateurs et volontaires communautaires formés à cet effet. En complément, un plan de contingence départemental a été élaboré en collaboration avec les services techniques et de la protection civile du gouvernorat de la région du nord Cameroun.

Les résultats du projet Résofemmes

Les formations déployées et dispositifs mis en place pour la réduction des risques à travers les systèmes d'alerte précoces ont permis par exemple d'améliorer le dépistage des cas de malnutrition infantile avec 119 cas de malnutrition diagnostiqués (67 modérée et 52 aiguë) ou encore la mise en place de commissions communales eau et santé/réduction des risques et catastrophes tenues, présidées par les maires des communes partenaires. Plus de 96% des personnes ayant reçu des formations dans le cadre du projet ont utilisé les connaissances acquises pour adapter leurs activités et mieux faire face aux périodes de crise ou soudure.

1 L'aspect sans regret dans la gestion des risques liés aux changements climatiques signifie que les décisions prises ou actions menées auront du sens quel que soit le futur climatique, compte tenu des incertitudes liées aux projections climatiques. Par exemple, l'introduction de pratiques agro-écologiques en zone sahélienne permettant de préserver la qualité des sols constitue une action sans regret.

Cette approche permet en particulier de :

- contextualiser et temporaliser, et ne pas se tromper dans les réponses apportées en proposant une analyse fouillée des causes sous-jacentes de la vulnérabilité à l'échelle communautaire / territoriale ;
- favoriser une approche intégrée en impliquant largement les communautés, communes, autorités traditionnelles et administratives, leaders religieux, etc. et décliner les réponses en fonction des compréhensions spécifiques de chaque communauté ;
- s'appuyer sur des éléments factuels comme les données climatiques (quand elles existent et sont disponibles) afin d'objectiver les prises de décision ;
- considérer plus finement les différents horizons temporels et faire du court/moyen/long terme.

→ Un domaine d'intervention dominant : agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle

La capacité des communautés à répondre durablement à leurs besoins de base constitue un autre pilier de l'adaptation au changement climatique par CARE France et passe par l'amélioration de la sécurité alimentaire des communautés. Les moyens mobilisés demeurent assez semblables aux interventions n'intégrant pas l'entrée adaptation au changement climatique :

- amélioration des pratiques agricoles pour accroître les productions et formations associées ;
- formation à la gestion et développement des capacités d'investissement pour favoriser l'autonomie et l'innovation au sein des exploitations agricoles ;
- organisation des producteurs et productrices pour favoriser l'échange et la diffusion de bonnes pratiques ainsi que la conservation et utilisation durable des ressources communautaires.

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SEIN DU PROJET GARIC, NIGER

Les manifestations du changement climatique au Niger

Depuis la grande sécheresse du début des années 70, le changement et la variabilité climatique se manifestent au Niger à travers une variabilité accrue des précipitations et des températures en hausse, avec des manifestations plus fréquentes d'évènements climatiques extrêmes. Les fréquences élevées de certains phénomènes extrêmes apparaissent comme quelque chose de très nouveau pour les populations qui voient leurs mécanismes de réponses et d'adaptation insuffisants ou inadaptés.

Le renforcement des capacités des producteurs et productrices : réponses sur les moyens et long termes

Le projet GARIC s'est focalisé sur l'accroissement de la résilience des producteurs ruraux les plus vulnérables aux risques climatiques dans la région de Maradi en proposant des formations diverses. Les thèmes abordés ont été le « changement climatique », le développement des techniques et pratiques culturelles et de maîtrise de l'eau souterraine, la diversification des mécanismes d'ajustement alimentaire et la mise en place des structures communautaires.

Sur l'entrée agricole, les appuis apportés ont permis par exemple de développer en lien avec les Universités Dan Dicko Dan Koulodo de Maradi de vulgariser les techniques de repiquage du mil avec des variétés à cycle court participant à l'accroissement moyen des rendements de



Femmes des groupes MMD se réunissant pour discuter des actions d'adaptation à mettre en œuvre. © CARE

300% sur le mil¹.

La prise en compte du changement climatique a permis de repenser la logique semencière en pondérant la nécessaire amélioration de la productivité des semences avec des pratiques et variétés plus adaptés à l'écosystème et aux évolutions climatiques : variété photopériodique, variété repiquable, cycle court, etc.

En parallèle, le projet a travaillé avec les groupes de femmes d'épargne et de crédit (appelés groupes MMD - Mata Massou Dara) pour disséminer plus largement les pratiques et atteindre beaucoup plus de personnes avec au final un taux d'adoption des nouvelles semences de 81%.

1 Initiative genre agriculture et gestion des risques climatiques « GARIC » - Fact Sheet GARIC 2016.

La spécificité de l'approche sur l'agriculture repose, comme pour la réduction des risques, sur l'utilisation de la méthode CVCA au niveau communautaire, qui permet de donner aux agriculteurs les clefs pour analyser les risques auxquels ils font face (et savoir où trouver les informations). Cela leur permettra de faire évoluer leurs pratiques à mesure que les risques évoluent.

Cette approche permet en outre :

- en mettant les connaissances et savoir-faire locaux au cœur des capacités d'adaptation, d'orienter les innovations techniques vers des solutions climato-adaptées et pratiques d'agriculture résiliente aisément transposables localement ;
- en renforçant les liens avec la recherche agricole ou météorologique, de refonder les approches de terrain en donnant une place plus importante à l'analyse des vulnérabilités et solutions envisagées et effets anticipés.

→ Un domaine complémentaire d'intervention : eau et assainissement

Le domaine d'intervention de l'eau et l'assainissement n'est pas un axe prioritaire d'intervention pour les projets d'adaptation. Pour autant, la question de l'accès à l'eau, en quantité et qualité, est indubitablement liée, cause ou conséquence, à la sécurité alimentaire ou à la réduction des risques de catastrophes. Les interventions peuvent prendre la forme d'infrastructures à petit échelle pour améliorer les systèmes d'irrigation (ex. *Where the Rain Falls* - India¹), protéger les terres cultivables et périmètres habités dans les zones exposées aux inondations ou encore creuser ou réhabiliter des points d'eau (ex. projet ResoFemmes²) en prévention à des crises sanitaires et/ou hydriques et en qualité de ressources vitales dans les systèmes communautaires d'alerte précoce (SCAP).

Il est plus particulièrement abordé et mis en pratique :

- sur la RRC lorsque les orientations prioritaires des plans de contingence et d'adaptation au changement climatique identifient l'eau comme une cause sous-jacente de vulnérabilité (ex. inondations répétées) ;
- sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, lorsque l'accès ou la gestion de l'eau participe à la mise en œuvre et à la vulgarisation de pratiques d'agriculture résiliente, ainsi qu'à des pratiques nutritionnelles préventives sur le principe de la déviance positive.

Au niveau individuel et même collectif, les interventions autour de la ressource en eau participent également du changement de comportement avec un respect plus accentué de la protection de l'environnement, qui *in fine* sert les actions le plaidoyer et favorise l'émergence d'environnements favorables au développement résilient.

→ Un domaine transverse : égalité des genres et autonomisation des femmes

Enfin, il convient de noter l'éclairage particulier apporté par CARE France sur les **processus et actions d'autonomisation des femmes et filles, dans le cadre des activités d'adaptation**. S'il constitue un axe transversal prioritaire de l'ensemble des interventions de CARE France³, l'enjeu d'équité de genre et d'autonomisation des femmes et des filles est particulièrement important lorsqu'il s'agit des impacts du changement climatique car ils constituent un facteur d'aggravation des injustices sociales et des situations de pauvreté⁴. Il convient ainsi, tout au long du cycle du projet, depuis le diagnostic initial jusqu'au suivi des indicateurs d'impacts, de veiller à la double intégration des enjeux climat et des enjeux d'équité de genre pour s'assurer de l'efficacité sur le long terme des actions de développement. Plusieurs outils, ainsi qu'un dispositif d'accompagnement et de capitalisation, permettent aux équipes CARE France et à leurs homologues de terrain de progresser dans cette intégration⁵.

1 *Where the Rain Falls* (WtRF) - Project Fact Sheet.

2 Projet RéSoFEMMES au CAMEROUN – rapport semestriel juin 2016.

3 Il faut noter à ce titre que, depuis 2012, CARE a mis en place un marqueur genre qui vise à garantir que l'ensemble de ses programmes humanitaires et de développement bénéficient équitablement à tous, femmes, hommes, garçons et filles. Cet outil analyse la capacité de chaque programme - au moment de l'évaluation des besoins, de la mise en place des activités et des résultats - à répondre aux besoins spécifiques de chacun et à contribuer au respect des droits des femmes.

4 http://www.carefrance.org/ressources/themas/1/4442,CARE_COP20_Tackling-double-injustic.pdf

5 L'ensemble des projets Climat CARE France (note supérieure à 2A) ont une note Genre supérieure à 1. Et plus de 50% ont une note supérieure à 2.

Le projet ResoFemmes, à travers la promotion des groupements d'associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), a visé conjointement l'amélioration de l'autonomie économique des femmes et le soutien à la mise en œuvre des stratégies d'adaptation définies au niveau communautaire.

Les impacts économiques des AVEC

Sur les 15 communautés d'intervention du projet, 34 groupements composés à 94% de femmes ont été constitués et formés aux fondamentaux de la gestion de l'épargne et fonctionnement d'un collectif.

Environ 10 000 euros d'épargne ont été mobilisés, 624 crédits attribués aux membres des AVEC pour un montant de 10 000 euros, la constitution d'un fonds de solidarité de 4 000 euros dont 1 000 euros ont été accordés aux membres en situation difficile¹.

Cette épargne permet en particulier de pouvoir rebondir plus vite lors d'une crise (notamment climatique) mais aussi de limiter les risques en amont en investissant, grâce aux formations reçues sur le climat, la malnutrition ou l'assainissement dans les actions prioritaires identifiées dans les plans de contingence et d'adaptation.

1 Projet RéSoFEMMES au Cameroun – rapport semestriel juin 2016.

Les formations permettent de favoriser une participation active des femmes dans les prises de décisions

Enfin, grâce à l'épargne acquise et aux formations dispensées sur la prise de parole, le projet favorise l'*empowerment* des femmes. Un élément clef pour s'assurer que les femmes participent à la définition des plans d'adaptation et que leurs besoins y soient bien reflétés.

C'est donc un moyen de croiser les enjeux, thématiques et domaines et ainsi d'apporter de la cohérence et de la pertinence aux interventions à l'échelle communautaire et territoriale.



Un panel d'outils permet de faciliter l'intégration des enjeux climat à diverses étapes du cycle du projet, d'en mesurer l'effectivité et d'en faciliter l'évaluation.

→ Des outils *ex-ante* et *ex-post* de caractérisation « climat » des projets

Le premier niveau consiste à choisir le secteur d'intervention auquel le projet se rapporte. Il s'appuie sur la nomenclature du *Project and Program Information and Impact Reporting System (PIIRS)*, dispositif partagé à l'échelle du réseau CARE. Le changement climatique constitue, dans le champ du développement, un des secteurs d'intervention du PIIRS. Il peut donc constituer un marqueur principal pour certaines interventions¹. En complément, au niveau international, deux indicateurs *ex-post*, relativement simples, ont été développés depuis 2014² et reposent sur une auto-évaluation du porteur de projet. Cependant, ce dispositif n'est pas suffisant pour une thématique transectorielle comme le climat. En effet, comment catégoriser sans biais ou interprétation une intervention combinant à part égale climat et agriculture ?

CARE France est allée un peu plus loin dans la démarche en instaurant, à l'instar du marqueur genre, un **marqueur changement climatique/DRR³ *ex-ante* et *ex-post*** (voir encadré). D'autres pays membres du réseau CARE (CARE Pays-Bas ou CARE Australie) ont également travaillé sur de tels marqueurs, sans toutefois qu'un effort d'harmonisation soit réalisé jusqu'alors⁴.

LE MARQUEUR CHANGEMENT CLIMATIQUE/DRR DE CARE FRANCE

Cette grille d'évaluation permet de noter les projets de 0 à 3 sur leur capacité/potentiel à réduire la vulnérabilité des bénéficiaires cibles aux aléas naturels (incluant ceux induits par le changement climatique), compte tenu des activités envisagées dans le cadre du projet :

- 0 : Aucun potentiel à contribuer durablement à la réduction de la vulnérabilité face aux aléas naturels (Aucune analyse des vulnérabilités)
- 1a : Potentiel limité à contribuer durablement à la réduction de la vulnérabilité face aux aléas naturels présents (analyse des vulnérabilités limitée)
- 1b : Potentiel moyen à contribuer durablement à la réduction de la vulnérabilité face aux aléas naturels présents et futurs (analyse des vulnérabilités limitée mais actions CC/DRR plus conséquentes)
- 2a : Potentiel moyen à important à contribuer durablement à la réduction de la vulnérabilité face aux aléas naturels présents (analyse des vulnérabilités poussée + approche participative)
- 2b : Potentiel moyen à important à contribuer durablement à la réduction de la vulnérabilité face aux aléas naturels présents et futurs (analyse des vulnérabilités

poussée + approche participative + analyse des capacités d'adaptation et de la flexibilité des mécanismes pour intégrer les nouvelles prévisions à long terme)

- 3 : Potentiel fort à réduire durablement la vulnérabilité face aux aléas naturels, grâce à la prise en compte en sus des causes sous-jacentes de vulnérabilité

Une « note » N/A (Non-Applicable) peut-être choisie pour certains projets lorsque les risques climatiques ne sont pas prépondérant sur la zone d'intervention.

Un processus itératif est mis en œuvre par l'équipe climat, avec un effort de systématisation à l'ensemble du portefeuille de projets de CARE France, toutefois limité par des contraintes de moyens humains :

- évaluation de l'entrée climat au stade de la note de synthèse (est-il prévu, en particulier, d'effectuer un diagnostic initial des vulnérabilités ?) et émission de recommandations ;
- évaluation de la proposition complète ;
- évaluation à l'issue du projet.

1 10% des projets pour CARE France depuis 2012, moins de 5% des projets et programmes à l'échelle internationale en 2014 - source : Base de données PIIRS, CARE International.

2 « *To what extent did the project implement actions to increase resilience to climate change?* » et « *Does the project have a strategy to address current or future social and environmental vulnerability caused by climate change?* ».

3 Le marqueur a été utilisé en phase-pilote entre 2013 et 2014 et a été progressivement étendu à l'ensemble des projets pertinents depuis 2015.

4 Un marqueur « résilience » est en cours d'élaboration au niveau international et devrait prendre en compte les précédentes expériences menées par les pays-membres.

→ Des outils et méthodes pour s'assurer de l'adéquation des activités avec les vulnérabilités face aux changements climatiques

Outre la caractérisation des projets, plusieurs outils et guides méthodologiques, essentiellement produits par PECCN, permettent d'accompagner et border les étapes de diagnostic, de conception (au sens priorisation des actions, choix des modes opératoires) et de planification des interventions. Cette boîte à outils de l'adaptation à base communautaire (CBA *toolbox*) est disponible en 4 langues (anglais, français, espagnol et portugais)¹ et est composée d'outils pour chaque étape. Certains de ses outils n'ont pas été développés par le réseau CARE, comme c'est le cas pour l'outil CRiSTAL ou CEDRA par exemple :

- **Étape diagnostic** : manuel d'analyse de la vulnérabilité climatique et de la capacité d'adaptation (CVCA) et outil d'identification des risques au niveau communautaire – adaptation et conditions de vie (CRiSTAL) ;
- **Étape conception de projet** : CRiSTAL – Module 2, risque du changement climatique et de la dégradation de l'environnement et évaluation de l'adaptation (CEDRA), cadre de repères et d'indicateurs de l'adaptation à base communautaire (ABC) ;
- **Étape mise en oeuvre** : outil de suivi du contexte climatique (permettant les éventuels réajustements tout au long de la durée du projet) ;
- **Gestion de l'information et du savoir** : cadre de repères et d'indicateurs de l'ABC et cadre national de la capacité d'adaptation (outil proposé par le World Resources Institute en 2009).

Parmi ces outils, il convient de signaler le succès du CVCA, dont la première édition date de 2010, à la fois au sein des projets CARE, mais aussi auprès d'autres organisations de solidarité internationale. Le CVCA est une méthode de collecte, d'organisation et d'analyse des informations relatives à la vulnérabilité et à la capacité d'adaptation des communautés, ménages et individus.

Elle combine à la fois analyse des données scientifiques, des politiques climat aux niveaux national et régional et des connaissances communautaires sur le climat. Ainsi, elle permet de disposer d'éléments à même d'améliorer la compréhension des impacts locaux liés au changement climatique. En complément, l'analyse participative des informations recueillies favorise l'implication des parties prenantes et l'apprentissage collectif dès la phase diagnostic. Pour ce faire, la méthode s'appuie sur un panel d'outils de réflexions collectives² et de facilitation³ à même de nourrir les processus participatifs. Bien qu'inspirant largement de nombreux chefs de projets locaux, le CVCA est souvent utilisé conjointement avec d'autres outils méthodologiques, par exemple l'outil CRiSTAL⁴.

Compte tenu du rôle important donné au plaidoyer local⁵, il convient également de signaler la boîte à outils « **Voix du Sud sur le changement climatique** »⁶, première du genre éditée par une ONG de développement, en 2014, et qui n'est pas encore signalée dans la *CBA toolbox*. Ce document est le fruit d'un programme multi-pays mis en œuvre par CARE Danemark entre 2011 et 2014. Le but est d'outiller les acteurs de la société civile dans la planification et la mise en œuvre de leur plaidoyer Climat aux niveaux local, national et international.

→ Des outils de suivi-évaluation

Des guides méthodologiques ont également été produits en matière d'indicateurs de résultats et d'impacts « climato-sensibles ». Il s'agit notamment du **PMERL Manual (Participatory Monitoring, Evaluation, Reflection & Learning)**⁷. Il semble toutefois moins utilisé/connu sur le terrain, les indicateurs choisis au démarrage des projets semblant, pour la plupart, décidés sans approche participative préalable.

Il en résulte une forte disparité dans la formulation des résultats et indicateurs d'un projet à l'autre, rendant difficile toute agrégation et comparaison. Il faut noter à ce titre qu'une réflexion est en cours au niveau international, avec une participation active des équipes de CARE France, pour établir un cadre harmonisé d'indicateurs d'impacts « résilience » qui intégreront une dimension climat.

1 http://www.careclimatechange.org/tk/cba/fr/liens_a_acces_rapide/outils.html

2 Essentiellement des focus group, des ateliers de travail et des entretiens.

3 Diagramme de Venn, cartographie des aléas, matrice de vulnérabilité, etc.

4 CRiSTAL (*Community-based Risk Screening Tool – Adaptation and Livelihoods*) est un outil participatif basé sur l'identification de moyens de subsistance durables. L'outil, composé d'un manuel et d'un fichier Excel, suit une série d'étapes et la plupart des informations est obtenue via des consultations locales des parties prenantes. Le fichier Excel fourni permet aux utilisateurs de compiler et de synthétiser les données.

5 Le cadre d'analyse ACCRA fait de la composante plaidoyer (« Influencer pour un environnement politique favorable ») une composante transversale de l'adaptation à base communautaire.

6 <http://careclimatechange.org/tool-kits/advocacy-toolkit-sv/>

7 <http://careclimatechange.org/tool-kits/pmerl/>, non édité en version française.

→ Un dispositif d'accompagnement modulable

Le mode de fonctionnement du réseau CARE (voir encadré) repose sur une large autonomie des bureaux-pays, eux-mêmes rattachés aux membres du réseau CARE.

Ce sont les terrains qui font remonter les besoins et les idées d'interventions. Ainsi, les membres du réseau (y compris CARE France) et les unités transverses (PECCN) se positionnent donc avant tout dans un rôle d'accompagnement méthodologique et d'identification des opportunités de financement, y compris sur le climat. L'accompagnement se fait, d'une part, par la mise à disposition des outils et guides méthodologiques (notamment ceux de PECCN), d'autre part, par des sessions de formation, et enfin par un appui-conseil à toutes les étapes du cycle du projet. Dans le cas de CARE France, cet appui est assuré par le responsable desk géographique et/ou le pôle climat (en fonction de la « sensibilité climat » du responsable géographique).

LE RÉSEAU CARE INTERNATIONAL

CARE regroupe 14 associations nationales qui travaillent ensemble pour la mise en œuvre, chaque année, de plus de 1000 projets d'urgence et de développement dans le monde.

Les membres sont des organisations autonomes. Chacune est établie dans un pays différent et selon les lois du pays : Allemagne-Luxembourg, Autriche, Australie, Canada, Danemark, États-Unis, France, Japon, Norvège, Pays Bas, Royaume-Uni, Thaïlande, Inde, Pérou. Il existe également 72 bureaux terrain qui mettent en œuvre les projets soutenus par les membres.

Les membres apportent compétences techniques, suivi et évaluation des projets, ressources humaines expatriées si nécessaire, financements, contrôle de

gestion et relais en termes de témoignage et de communication aux bureaux terrain.

Un membre du réseau CARE est désigné comme « leader » pour chaque bureau local afin de coordonner l'ensemble des opérations dans ce pays. Ce rôle a été confié à CARE France pour le Cameroun, le Liban, le Maroc et Madagascar. En Roumanie, CARE France travaille via un partenaire privilégié : la Fondation SERA Romania. Un membre CARE peut cependant travailler avec l'ensemble des bureaux terrains. CARE France intervient donc au final dans plus d'une vingtaine de pays, bien au-delà des 5 pays où l'ONG est leader, raison pour laquelle l'équipe CARE France est organisée en « desks » géographiques (Afrique de l'Ouest et Sahel, Asie/Madagascar, Amérique Latine/Caraïbes/Maroc).

Le dispositif d'accompagnement n'est toutefois ni formalisé, ni systématisé et dépend essentiellement de trois éléments :

- **Des capacités mobilisables localement**, reposant sur les expériences préalables en matière d'intégration du climat et conduisant de fait à des disparités fortes entre les différents pays d'intervention de CARE France. Dans certains pays, comme l'Équateur, déjà très reconnus au niveau national sur la thématique de l'adaptation, l'appui de CARE France consistera à questionner les approches proposées pour promouvoir les idées les plus innovantes dans le cadre d'une demande de financement auprès d'un bailleur français (comme les paiements pour services environnementaux dans le cas du projet « *Adaptation des populations andines par la conservation et la restauration des páramos (prairies andines tropicales) dans le canton de Pedro Moncayo* », en Équateur¹). Dans d'autres pays, comme le Cameroun, l'appui sera nécessairement plus important, les compétences sur le climat étant en cours de construction.
- **De l'appui préexistant d'autres membres du réseau CARE** (dans la mesure où un même bureau-pays peut contractualiser avec plusieurs pays-membres de façon simultanée), afin d'éviter les doublons. Certains outils, formations ou approches propres à chaque pays-membre pourront influencer les modes d'action sur le terrain. Par exemple, toujours dans le cadre des activités sur l'adaptation en Équateur, CARE UK a assuré une session de formation sur le CVCA.

1 Voir Fiche Paramos Equateur, 2016.

- **De la demande émanant desdites équipes des bureaux-pays** : les responsables pays ou les desks sont garants de la qualité de la mise en œuvre des projets sans pour autant s'appuyer sur des dispositifs normalisés et conditionnels de « contrôle qualité ». Le fait de solliciter un appui de la part du pays-membre tient donc à des habitudes de travail et à des relations de confiance. Au-delà des propositions de projets elles-mêmes (lesquelles, pour le cas de CARE France, sont systématiquement validées par le comité de direction), il n'y a donc pas forcément d'injonction spécifique à utiliser des outils en particulier ou à faire valider des documents techniques produits au cours des projets.
- **Des priorités d'accompagnement fixées annuellement par le pôle climat** sur les pays prioritaires en discussion avec les desks géographiques.

→ Un dispositif de transmission et d'échanges essentiellement informel

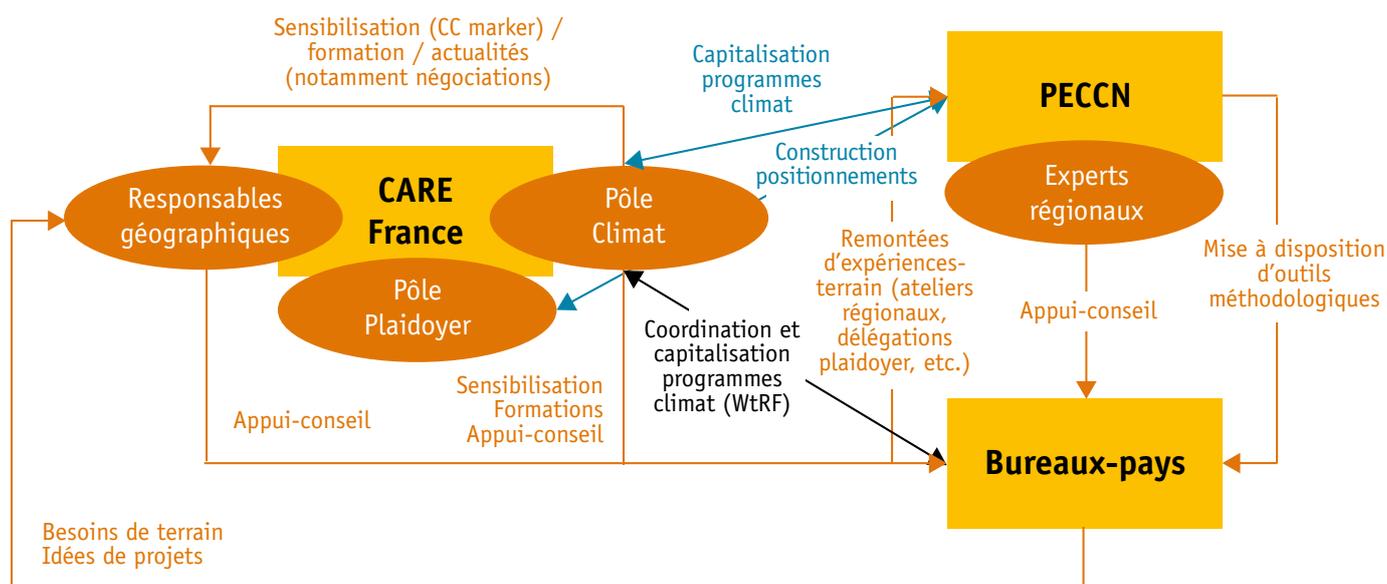
Compte tenu des disparités mentionnées précédemment, la production, la diffusion et la transmission d'**informations et savoirs sur l'adaptation depuis les terrains** se font, pour l'essentiel, de manière informelle, à l'exception des programmes dédiés climat sur lesquels le Pôle Climat de CARE France assure un rôle de coordination (et donc de gestion classique de programmes).

Par ailleurs, le pôle climat de CARE France nourrit régulièrement les responsables géographiques et les responsables des bureaux-pays francophones par une diffusion des actualités sur le climat ou des documents-ressources, qui ne sont pas nécessairement rattachés à des expériences issues des terrains CARE. Même si cette diffusion est peu structurée, elle est efficace en termes de sensibilisation des équipes. Des formations courtes (maximum une journée) pour les équipes CARE France sont également proposées.

Cette liste de diffusion est également destinée à favoriser les échanges Sud-Sud pour partager les leçons apprises sur les projets climat. Toutefois, en dehors de ces échanges informels et des ateliers régionaux d'échanges organisés par PECCN (un atelier par an), les temps de discussion sur les expériences terrain restent relativement rares : la logique d'échanges des savoirs reste relativement verticale (des pays vers les membres ou vers PECCN).

Le schéma proposé ci-dessous permet de comprendre les interactions entre les différentes entités CARE sur le climat. Les dynamiques peuvent cependant varier un peu d'un pays à l'autre. On notera en particulier que certains bureaux-pays ont désigné un point focal climat par lequel transite l'ensemble des flux d'informations et de savoirs sur le climat (comme il est prévu de le faire sur l'enjeu du genre). Il pourrait être particulièrement intéressant d'essayer de formaliser cette pratique pour favoriser les échanges entre les différentes entités de CARE.

Échanges d'informations et construction du savoir sur le climat



Le plaidoyer constitue un pilier majeur de l'approche Climat de CARE France. Il est mené à différents niveaux du local au national et vise à la fois les négociateurs de la CCNUCC, les bailleurs français, les ONG partenaires ainsi que le grand public.

	Influencer et convaincre	Sensibiliser et mobiliser
International	<p>Négociations climat : Les positionnements du réseau CARE sont le fruit du travail avec d'autres groupes d'influence (<i>Climate Action Network, Women and Gender Constituency, Groupe de travail droits humains, groupe Sécurité alimentaire français</i>) et s'efforcent de s'appuyer sur les rapports de capitalisation issus du terrain. Dans ce cadre, les pôles plaidoyer et climat de CARE France participent à la construction de ces positions. Les sujets de plaidoyer sont : la réduction des émissions, l'adaptation et les pertes et dommages, les financements pour les plus vulnérables, le respect des droits humains et de l'égalité des genres et la sécurité alimentaire.</p>	<p>Grand public : CARE a notamment participé au lancement de la campagne 1,5°C en amont de la COP21.</p>
France	<p>Négociations climat : Les pôles plaidoyer et climat de CARE France relaient et contextualisent les positionnements issus du réseau CARE International auprès des pouvoirs publics français de façon à influencer les prises de position des négociateurs climat français. Compte tenu de la présidence française de la COP21, l'équipe CARE France a eu un rôle particulièrement important en 2015. Certaines positions sont co-construites avec d'autres ONG françaises (Réseau Action Climat-France, ONG du groupe sécurité alimentaire).</p> <p>Bailleurs français : Un travail d'influence est également réalisé auprès des bailleurs français et en particulier l'Agence française de développement (AFD) et MAEDI, pour mobiliser davantage de financements pour l'adaptation et ce de façon plus efficace La responsabilité de la France, émetteur historique de gaz à effet de serre est régulièrement rappelée. Ce travail d'influence s'est tenu notamment dans le cadre des activités de la commission Climat et développement de Coordination SUD.</p>	<p>ONG et Etudiants : Dans le cadre de la commission Climat ou en son nom propre, le pôle climat a animé des formations techniques pour des étudiants en développement et des praticiens du développement (Coalition Eau, Membres de Coordination SUD).</p> <p>Grand public : Deux types d'actions sont menés sur le climat et contribuent à la sensibilisation et la mobilisation du grand public sur les enjeux des impacts des changements climatiques et de l'adaptation dans les pays en développement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les projets dédiés comme le projet « Le climat au pied du mur »¹, le mini site COP ou pas COP, des sensibilisations dans des écoles primaires ou encore le MOOC sur le climat². La tenue de la COP21 à Paris a contribué à cette émulation importante en 2015 pour des projets spécifiquement orientés vers la mobilisation. • De manière plus générale, à travers des messages portés à l'occasion d'interventions médias (nombreuses en 2015) ou encore lors du recrutement des donateurs particuliers.

1 <http://www.carefrance.org/actualite/communique-presse-news/2015-09-30,climat-au-pied-du-mur-street-art-artiste-fkdl.htm>

2 <http://www.carefrance.org/actualite/communique-presse-news/2015-10-26,mooc-changement-climatique-enjeux-impacts-solutions-cop21.htm>

Pays d'intervention	<p>Négociations climat : À l'occasion de la COP21, entre 8 et 10 bureaux-pays ont tenté d'influencer leurs propres gouvernements sur les enjeux de l'accord. Les modalités d'influence dépendent fortement de l'implication dans des réseaux des responsables de programmes ou directeurs pays : par exemple, CARE Kenya faisait partie de la délégation officielle kenyane lors de la COP21. CARE France a soutenu certains de ces pays pour la construction et la structuration de leur travail de plaidoyer.</p> <p>Politiques publiques nationales : Le plaidoyer constitue un pilier de l'adaptation à base communautaire, dans la mesure où il permet d'influencer les décideurs pour la mise en place d'un environnement favorable à des actions d'adaptation. C'est ainsi que certains programmes terrain intègrent dès le démarrage cet objectif : le programme DIPECHO de réduction des risques de sécheresse en Amérique centrale (Salvador, Honduras, Guatemala, Nicaragua) a par exemple obtenu des résultats significatifs dans le domaine (voir encadré ci-dessous). C'est donc par l'intermédiaire des financements que CARE France mobilise et du travail des équipes de terrain que les gouvernements nationaux des pays d'intervention sont touchés.</p>	<p>Politiques publiques locales et mobilisation des communautés : Le travail d'influence prend d'abord la forme d'un renforcement de capacités des décideurs sur les enjeux climat et l'adaptation à base communautaire. Il peut être mené auprès des collectivités ou autorités locales (municipalités, cantons, régions, provinces, etc.), mais aussi auprès des leaders d'opinion (autorités religieuses, chefs de villages, etc.). La plupart des projets CARE France sur l'adaptation intègrent cette dimension. C'est le cas notamment du projet « <i>Adaptation des populations andines par la conservation et la restauration des páramos (prairies andines tropicales) dans le canton de Pedro Moncayo</i> » (Équateur), qui place les gouvernements autonomes décentralisés au cœur du dispositif de gestion durable des prairies d'altitude, lesquels apportent en particulier 45% du budget du projet.</p>
----------------------------	--	--

LES ÉVOLUTIONS POLITIQUES OBTENUES PAR LE PROJET CORRIDOR SECO - AMÉRIQUE CENTRALE

Le couloir aride qui traverse les forêts tropicales du Guatemala, du Salvador, du Honduras et du Nicaragua est de plus en plus sujet à des risques de sécheresse. Les sécheresses et la variabilité climatique menacent de perturber l'économie locale de cette région qui accueille 1,9 millions de familles (9,5 millions d'individus).

CARE a travaillé en partenariat avec Action contre la faim (ACF) et Plan International afin d'améliorer la résilience et l'adaptation des communautés vulnérables aux épisodes de sécheresse induits par les changements climatiques. La première phase de projet (2013-2014) a permis d'identifier les zones prioritaires et des outils de gestion des risques au niveau communautaire et de développer des stratégies d'adaptation comme la construction ou réhabilitation de puits ou systèmes de gestion de l'eau ou la mise en place de potagers.

D'importantes avancées étaient à signaler, à la fin de cette première phase, dans la formulation et/ou la mise en œuvre d'instruments nationaux de gestion des risques de sécheresse dans les 4 pays d'intervention. Un protocole de réponse face aux sécheresses a été approuvé au Guatemala par le CONRED (Coordination nationale pour la réduction des catastrophes). Un plan national de protection civile a aussi été développé au Salvador.

La seconde phase (2015) a permis de renforcer le système régional de la gestion des risques liés aux sécheresses : le risque de sécheresse a été introduit dans la loi cadre sur le Changement Climatique du parlement centro-américain du Sistema de la Integración Centroamericana (SICA).



À RETENIR...

Un univers Climat en construction au sein de CARE France

→ Une changement de paradigme nécessitant un effort financier dans la durée

En raison de leur nature transversale, les enjeux d'adaptation viennent ainsi en superposition des enjeux techniques de chaque secteur (agriculture, sécurité alimentaire, WASH, etc.). Demandant un effort supplémentaire d'apprentissage de la part des équipes, des compétences complémentaires, ils génèrent, de fait, des coûts additionnels. Pour le responsable du projet ResoFemmes au Cameroun, par ailleurs tout à fait convaincu de la pertinence de ladite approche, l'approche à base communautaire de l'adaptation aura demandé deux ans d'efforts de formation, de diagnostics et d'analyse. Alors que CARE Danemark a pu mobiliser des ressources de DANIDA pour monter PECCN, c'est par l'intermédiaire du financement de *Where the Rain Falls* et donc d'AXA que CARE France a pu s'engager pleinement dans la thématique et se construire une expertise.

L'adaptation au changement climatique est une thématique qui évolue rapidement et nécessite, peut-être plus que pour d'autres secteurs d'intervention, un effort d'appropriation de la part des opérateurs. Donc au-delà d'un financement initial, la montée en compétences, la professionnalisation des équipes et l'intégration de manière plus systématique dans les *modus operandi* de CARE France sont sous-tendues à un effort financier continu et additionnel. À ce titre, elles dépendent autant des opportunités de financement que de l'engagement ou des volontés « politiques » à l'échelle de CARE France mais aussi de CARE International.

À ce titre, les demandes de renforcement des appuis et formations des équipes de terrain, synonymes d'accroissement (ou au minimum de maintien) des moyens à mobiliser semblent en dissonance avec les incertitudes stratégiques sur l'adaptation au changement climatique au niveau du réseau : diminution des financements de DANIDA, recul à prévoir sur les financements publics américains. Alors que l'enjeu du genre fait désormais partie de l'ADN de CARE à l'international, l'affirmation de la crédibilité de CARE sur l'adaptation passe par un maintien de l'expertise, la production et la diffusion de connaissances afin :

- d'assurer une montée en compétences et en capacités d'innovation des bureaux-pays, et ainsi de renforcer leur rôle pionnier dans l'identification des besoins, les idées d'interventions et de leur permettre de pouvoir partager les connaissances acquises ;
- de renforcer le dispositif de formation et de partage des connaissances à destination des responsables géographiques ou des nouveaux arrivants au sein de CARE France ;
- de maintenir un équilibre entre les activités de recherche et de vulgarisation (rôle d'appui-conseil au terrain).

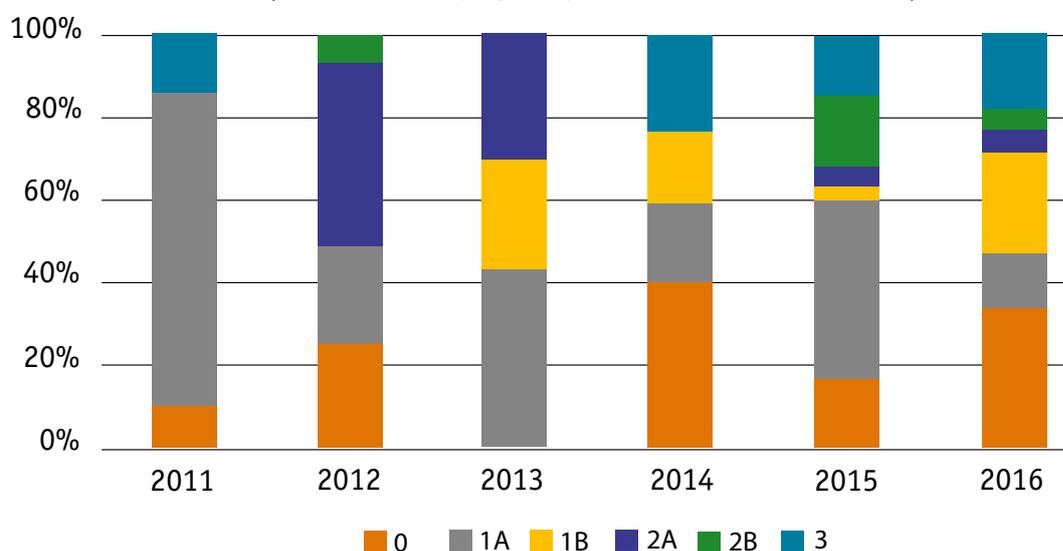
→ Une systématisation de l'approche climat en progression et un dispositif de suivi-contrôle en construction

L'intégration des enjeux climat progresse rapidement depuis 2012 et tend à devenir transversal dans le portefeuille de projets CARE France. Il faut toutefois distinguer plusieurs niveaux d'intégration des enjeux climat dans le cycle des projets CARE France :

- Au niveau de la **conception et l'élaboration des projets (niveau macro)**, le marqueur climat/DRR (voir encadré page 17) constitue un bon indicateur de la transformation progressive, avec environ la moitié des « contrats » évalués selon le marqueur, soit des taux légèrement plus faibles que pour le marqueur Genre. L'objectif à court terme étant toujours de noter l'ensemble des projets. CARE France est, *a priori*, la seule ONG française de cette taille à proposer une systématique de caractérisation « climat » des projets.
- Au niveau de la **planification des projets (niveau méso)**, des efforts sont menés pour améliorer les indicateurs objectivement vérifiables des projets d'adaptation. Ils permettraient de mieux quantifier les effets des projets CARE France sur l'adaptation. De manière générale, les acteurs du développement peinent à « mesurer l'adaptation »¹ : l'horizon temporel des impacts du changement climatique ne permet en effet pas toujours d'identifier « objectivement » les avancées en matière de capacités d'adaptation ou d'amélioration de la résilience. Les avancées sont donc mesurées à travers des *proxys* plus ou moins mis en perspectives avec des variables climatiques : nombre de personnes formées à l'approche communautaire de l'adaptation, nombre d'hectares de mangrove replantés, part des ménages affectés par un aléa climatique par rapport à la ligne de base, nombre d'agriculteurs formés aux pratiques agro-écologiques, etc. Il faudrait, pour améliorer les dispositifs d'évaluation, disposer de « zones témoins » et de moyens de mesure sur plusieurs décennies.
- Au niveau de la **mise en œuvre même des projets et de leurs impacts (niveau micro)**, l'enjeu principal réside dans la mesure de l'effectivité des effets climat des projets mis en œuvre. Outre les difficultés résidant dans la « mesure de l'adaptation » décrites plus haut, la limite principale consiste dans le fait que « faire de l'adaptation au changement climatique », c'est en réalité « *partir de ce qu'on avait l'habitude de faire dans nos secteurs d'intervention... mais l'améliorer pour intégrer un horizon temporel plus lointain et une prise en compte de davantage de paramètres de complexités et d'incertitude* »². Ce nouveau prisme doit se retrouver dans les équipes projets, mais aussi chez tous les intervenants autour du projet (par exemple les évaluateurs) pour s'assurer d'une réelle prise en compte des enjeux d'adaptation tout au long du projet de façon à ce que les impacts soient effectifs sur la durée.

Dans ce contexte, et avec des moyens contraints, la systématisation et l'intégration à chaque étape du cycle de projets, ne peuvent être assurés par le seul pôle Climat. La sensibilité personnelle des responsables géographiques, ainsi que des équipes sur le terrain, reste le facteur le plus discriminant pour l'intégration (ou non) des enjeux climat.

Part des projets selon leur marqueur climat
(sur la base des projets ayant effectivement été notés)



1 Simon Anderson, Assessing the effectiveness of climate adaptation, IIED, Lessons from adaptation in practice, Oct. 2011.

2 Aurélie Ceinos, Responsable Climat CARE France.

L'objectif, mentionné dans la note de description du marqueur climat (encadré page 18), d'avoir du 2a ou 2b en 2016 sur tous les projets n'est pas atteint, des projets marqué « 1 » ou « 0 »¹ ayant été présentés aux bailleurs et/ou mis en œuvre. Cette augmentation des projets notés 0 est en particulier due à une notation plus systématique des projets (en particulier des projets d'urgence) au cours de la période de test de cet outil. Cette observation questionne :

- La place effective et effectivement souhaitée pour le climat dans les projets de CARE France : un projet marqué « 0 » malgré un potentiel climat peut-il être présenté au bailleur et/ou mis en œuvre ? Le pôle climat doit-il disposer d'un droit de veto ?
- La nécessité et la pertinence de systématiser ou non le marquage climat² : un projet d'urgence ou de santé doit-il (pertinence) / peut-il (faisabilité) considérer systématiquement les enjeux climat ?

➔ Des retombées positives au-delà des projets Climat

À ce jour, les efforts mis en œuvre sur les enjeux climat semblent avoir des retombées extrêmement positives. La combinaison des actions de terrain, des actions de sensibilisation et des actions de plaidoyer a entraîné, selon les dires des équipes :

- le sentiment, sur le terrain, d'agir réellement et efficacement sur un enjeu majeur de ces prochaines décennies ;
- une certaine fierté à travailler sur le changement climatique, avec un pic en 2015 lié à la COP21 et l'émulation liée à la mobilisation générale en France ;
- en externe, un positionnement fort dans l'environnement des acteurs « climat » en France. Cette place se matérialise :
 - › par la visibilité et la reconnaissance des institutions françaises (CARE France a ainsi été systématiquement mobilisée en 2015 à l'occasion des rencontres de haut niveau avec les pouvoirs publics français en lien avec les négociations climat) ;
 - › par la forte demande des médias pour des interventions et décryptages des équipes sur les actualités liées au climat.

Même s'il est difficile de mesurer les retombées générées par ce positionnement, il semble par exemple que l'impact est fort sur les donateurs particuliers, très réceptifs au discours articulé autour de l'autonomisation des femmes/filles et de la lutte contre les changements climatiques. Il est par ailleurs avéré que ce positionnement a induit des rapprochements vis-à-vis de certains partenaires institutionnels en raison de l'expertise de CARE France sur l'adaptation. C'est le cas par exemple :

- de l'AFD, dans le cadre des échanges liés au renouvellement de leur cadre d'intervention transversal climat ou encore dans le cadre de la participation à des réunions internes de l'agence autour de la réduction des risques de catastrophes et des vulnérabilités ;
- du ministère des Affaires étrangères, dans le cadre d'un groupe informel créé en 2016 pour échanger, entre experts, des enjeux climat et développement ;
- du ministère de l'Environnement, dans le cadre du renouvellement du plan national d'adaptation, au niveau français.

Par ailleurs, la consolidation de l'approche adaptation/climat au sein de CARE France a ouvert de nouvelles opportunités de financement jusqu'ici non explorées³.

1 NB : la plupart des projets notés « 0 » sont des actions portant sur des interventions d'urgence ou sur la santé.

2 À ce jour, une note N/A est possible pour les projets jugés non pertinents par rapport aux enjeux climat.

3 Par exemple la Fondation Albert II de Monaco.

Les premières réflexions sur l'adaptation sont intervenues en partant des situations d'urgence et de réduction des risques de catastrophes liés à des aléas climatiques. L'approche adaptation de CARE s'est alors centrée sur la communauté. Profitant des expérimentations sur plusieurs terrains, d'autres perspectives d'évolution sont en cours comme l'intégration de plus en plus forte de la contribution des écosystèmes à l'adaptation des communautés combinée à une approche dite « territoriale » de l'adaptation. Ces consolidations en termes de méthode sont à la fois souhaitables (innover pour tenter de répondre au mieux aux besoins) et naturelles.

➔ Renforcer l'intégration de l'approche basée sur les écosystèmes dans les projets d'adaptation

Plusieurs projets du portefeuille de CARE France centrés sur l'adaptation ont ainsi adopté une approche mixte entre adaptation à base communautaire (voir figure page 13) et adaptation basée sur les écosystèmes (projet páramos, Équateur (voir encadré page 26) ; projet Parc Masoala, Madagascar ; projet mangroves, Vietnam, etc.). Cette approche intègre les services écosystémiques et l'utilisation de la biodiversité dans la mise en œuvre de stratégies permettant aux populations de se confronter aux impacts du changement climatique¹. Elle part du principe que la gestion durable, la conservation et la restauration des écosystèmes est un vecteur d'adaptation pour les populations, sur le long terme. Par ailleurs, des écosystèmes en bonne santé (forêts, zones humides, mangroves, reliefs coralliens, déserts de montagne) ont aussi plus de chance de s'adapter à ces changements climatiques et de récupérer après des événements climatiques extrêmes, et consécutivement de continuer à fournir des services naturels de qualité aux populations. Plutôt que d'investir dans des infrastructures lourdes, il peut être souvent moins coûteux et plus efficace de favoriser la bonne santé des écosystèmes afin de renforcer la résilience des communautés. Le cas des mangroves est exemplaire de ce point de vue : les mangroves en bon état permettent de protéger les communautés vivant dans les zones côtières en limitant les impacts des tempêtes et des inondations et en réduisant l'intrusion d'eau salée dans les terres et l'érosion ; le tout pour un coût bien moindre que celui qui résulterait de la construction de digues, de barrières, etc.

Or, si plusieurs projets de terrain ont investi cette approche, elle est relativement sous-documentée dans le corpus d'outils et guides disponibles², notamment au niveau de PECCN, et transparaît peu dans les outils sur l'adaptation à base communautaire. Il pourrait donc s'agir d'un exemple intéressant de processus *bottom up* de structuration de bonnes pratiques qu'il conviendrait désormais de capitaliser davantage afin de favoriser leur diffusion³.

➔ Continuer à développer l'approche territoire

L'autre tendance, complémentaire, consiste à sortir du seul cadre de la communauté pour aborder l'adaptation à l'échelle d'un « territoire ». « *Le territoire témoigne d'une appropriation à la fois économique, idéologique et politique de l'espace par des groupes humains qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire, de leur singularité. [...] Il est lieu d'enracinement, il est au cœur de l'identité.* »⁴. Il dépasse donc les simples limites administratives et les frontières géographiques « naturelles », même si toutes deux peuvent contribuer à le délimiter. Outre le fait qu'il s'agit de la bonne échelle pour envisager les potentialités économiques et sociales, travailler à cette échelle permet de mieux prendre en compte les enjeux liés à la préservation des écosystèmes et à la dégradation de l'environnement.

Cette approche territoriale est testée dans plusieurs projets ; elle l'a été par exemple dans le cadre du projet DIPECHO Corridor Seco ou, à plus petite échelle, dans le cadre du projet RésoFemmes Cameroun. Mais elle connaîtra probablement son premier exemple de grande ampleur dans la mise en œuvre d'un programme d'adaptation sur la gestion transfrontalière du Lac Tchad, impliquant les 4 pays limitrophes (sur financement Union européenne), qui démarrera en 2017, en lien avec Action contre la faim et Groupe URD. D'autres idées de projets sont en train d'émerger autour de la résilience de la chaîne de valeur pastorale en Afrique de l'Ouest.

1 "Ecosystem-based adaptation is the use of biodiversity and ecosystem services as part of an overall adaptation strategy to help people to adapt to the adverse effects of climate change.", Convention on Biological Diversity's Second Ad-hoc Technical Expert Group on Biodiversity and Climate Change.

2 Dans le cadre des travaux du réseau *Ecosystem and Livelihoods Adaptation Network* (ELAN), co-piloté par CARE, WWF, IUCN and IIED (et aujourd'hui dissout), des documents de positionnement, relativement techniques, ont été publiés, exclusivement en anglais. Par exemple : Girot et al., *Integrating Community and Ecosystem-Based Approaches in Climate Change Adaptation Responses*.

3 L'existence, au niveau international, d'un partenariat stratégique entre CARE et le WWF devrait aboutir, à terme, à l'émergence d'un outil commun.

4 G. Kourtessi-Philippakis, R. Treuil (dir.), *Archéologie du territoire, de l'Égée au Sahara*, Paris, 2011, Publications de la Sorbonne.

L'émergence de mécanismes de financements autorisant et encourageant ces approches transformatives participe de cette évolution.

Si les pratiques continuent d'évoluer au sein du réseau, on note à l'heure actuelle des difficultés à continuer de faire évoluer et améliorer l'approche globale pour intégrer les apprentissages plus récents. Les raisons peuvent être multiples : manque de moyens financiers et parfois techniques, priorisation d'autres sujets sur la zone de mise en œuvre et parfois manque de volonté. En effet, de telles évolutions amèneront sans doute des réorganisations des compétences, avec une décentralisation plus forte, sur les terrains, des compétences climat nécessaires à la mise en œuvre de projets dépassant l'échelon communautaire.

LE RÔLE DES ÉCOSYSTÈMES DANS L'ADAPTATION DES COMMUNAUTÉS DU CANTON DE PEDRO MONCAYO (ÉQUATEUR)

Le projet d'adaptation au changement climatique par la gestion, la conservation et la restauration de páramos (prairies andines tropicales) dans le canton de Pedro Moncayo en Équateur (province de Pichincha) vise, d'une part, à promouvoir des pratiques d'agriculture durable auprès des petits producteurs familiaux et, d'autre part, à préserver les páramos à travers la création d'une zone naturelle protégée. En effet, la dégradation avancée de ces écosystèmes en raison de la déforestation et de la progression en altitude des frontières agricoles et pastorales, affecte sensiblement la capacité hydrique des sources alimentant les plaines en aval. Ainsi, outre des formations visant à améliorer les capacités des productrices et producteurs locaux pour mettre en œuvre des techniques agro-écologiques, le projet s'attache à introduire cet enjeu de préservation dans la planification locale du développement.

La sensibilité de l'équipe projet sur les enjeux liés à la résilience des écosystèmes a joué un rôle-clé dans la formulation et la planification du projet ; ainsi, c'est bien



l'appropriation par les équipes locales de cette alternative de pensée qui permet d'adapter les outils méthodologiques liés à l'adaptation à base communautaire (type CVCA ou CRISTAL)¹ aux contextes et besoins locaux.

1 Cf page 21.

➔ Renforcer les approches horizontales de *Knowledge management*

En extrapolant les mécanismes existants au sein de CARE France et du réseau, trois approches d'apprentissage collectif semblent coexister :

- Une approche centralisée, majoritaire, illustrée par l'omniprésence de PECCN comme pourvoyeur et courroie de transmission de la thématique Climat au sein du réseau. Cette approche permet de concentrer les savoirs, faciliter les économies d'échelle, mais peine à construire efficacement la connaissance et engager des dynamiques entre pairs (multilinguisme, production top-down). La forte concentration du « savoir » (et des moyens) au sein du PECCN (pas moins de 80 publications en 7 ans d'existence, lesquelles reposent aussi sur des expériences de terrain et de programmes) a sans doute contribué au rayonnement et à la visibilité de CARE à l'international sur les enjeux climat. Néanmoins, elle a sans doute freiné les initiatives de capitalisation sur des innovations de pays-membres du réseau (à certaines exceptions près, comme les outils de « *visioning* » développés par CARE Pays-Bas sur la base d'expériences menées au Vietnam¹), mais aussi les échanges d'expériences Sud-Sud, en particulier pour les bureaux-pays hispanophones et francophones².

1 http://careclimatechange.org/tool-kits/visioning_approach/

2 Il faut noter ici que de nombreux ateliers régionaux sont organisés par PECCN ou d'autres groupes, comme le groupe ACRES (qui travaille sur le lien entre Agriculture, changement climatique, et sécurité alimentaire et nutritionnelle). Néanmoins, les chefs de projets interrogés dans le cadre de l'étude ne les ont pas mentionnés spontanément comme des lieux d'échanges de pratiques.

- Une approche déconcentrée, minoritaire, illustrée par l'organisation du *Where the Rain Falls Learning Event* en novembre 2014 en Thaïlande qui a regroupé les responsables de projet en charge des composantes nationales du programme *Where the Rain Falls* ainsi que le coordinateur du programme qui a permis de faire ressortir et structure les principaux enseignements de la première phase du programme. Cette rencontre entre pairs a permis, selon la responsable du programme au Bangladesh, de s'approprier et de partager les compréhensions d'un programme complexe et ainsi d'améliorer la mise en œuvre de la phase suivante. Dans le même ton, le responsable du projet Páramos en Équateur suggère qu'il serait opportun « *d'avoir des espaces de dialogue, d'échanges d'expériences, de socialisation et de formation pour l'utilisation de nouveaux outils, provenant notamment de PECCN.* ». L'amélioration de la communication entre les points focaux climat des bureaux-pays, de façon notamment à partager les publications produites par les différentes équipes à travers les bureau CARE, fait également partie de ses suggestions pour l'avenir.
- Enfin, une troisième approche, décentralisée au niveau des projets d'adaptation eux-mêmes, est en train d'émerger en prévoyant, dès la conception et la budgétisation des projets des composantes de capitalisation. L'émergence de projets d'adaptation de très grande ampleur (comme sur le Lac Tchad par exemple), mais aussi les incitations offertes par plusieurs bailleurs autorisent désormais l'attribution de ressources dédiées à cette recherche-action au sein des programmes. Cette tendance peut être de nature à davantage favoriser les échanges Sud-Sud en décentralisant la production des savoirs.

LISTE DES ACRONYMES

ACCRA	<i>Africa Climate Change Resilience Alliance</i> (Alliance Africaine sur la résilience aux changements climatiques)
AFD	Agence Française de Développement
AVEC	Associations villageoises d'épargne et de crédit
CBA	<i>Community-based Adaptation</i> (Adaptation à Base Communautaire)
CRiSTAL	<i>Community-based Risk Screening Tool – Adaptation and Livelihoods</i> (Outil d'identification des risques climatiques au niveau communautaire - Adaptation et moyens d'existence)
CVCA	Analyse de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation au changement climatique
COP	<i>Conference of Parties</i> – (Conférence des Parties)
DANIDA	Agence danoise pour le développement international
DFID	<i>Department for International Development</i> (coopération internationale du Royaume-Uni)
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
ODI	<i>Overseas Development Institute</i> (Institut sur le Développement International)
ONG	Organisation non gouvernementale
MOOC	<i>Massive Open Online Course</i> (cours en ligne ouvert et massif)
PAMOC2	2e Projet d'appui à la mobilisation des organisations de la solidarité internationale sur le climat
PECCN	<i>Poverty, Environment, and Climate Change Network</i> (Réseau Pauvreté, Environnement et Changement Climatique de CARE)
PIIRS	<i>Project and Program Information and Impact Reporting System</i> (Système de suivi des projets et programmes CARE)
RRC / DRR	Réduction des risques de catastrophes / <i>Disaster Risk Reduction</i>
SCAP	Systèmes communautaires d'alerte précoce
PMERL	<i>Participatory Monitoring, Evaluation, Reflection & Learning</i> (Suivi, évaluation, réflexion et apprentissage participatifs)
WtRF	<i>Where the Rain Falls</i> (Là où tombe la pluie), nom d'un programme de CARE France



CARE France

71, rue Archereau
75019 Paris

T/ +33 1 53 19 89 89
info@carefrance.org

www.carefrance.org

